

## LIBRE DÉBAT

## Les retraités smicards et les élections

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, le SNMG est fixé à 18 000 DA. De ce fait, la pension de retraite applicable aux moudjahidine est de 18 000 DA x 2,5%, soit 45 000 DA. Celle des retraités smicards est de 18 000 DA - 25%, soit 13 500 DA ; leur SNMG ayant été amputé d'un point de son montant par une loi scélérate votée en 1984, dans l'illégalité, par une APN dont le mental de la majorité des membres obéissant aux ordres reçus relevait plus de la gériatrie que de la politique.

Après la revalorisation décidée lors du Conseil des ministres du 18 décembre 2011, le montant minimum versé aux moudjahidine est de 45 000 DA + 15% soit 51,175 DA (exonéré d'IRG) alors que celui des retraités percevant au 31 décembre 2011 la modique somme de 12 649,50 DA a été arbitrairement limité

à 15 000 DA au lieu de 17 750 DA (13 500 DA + 30%), d'où un préjudice financier mensuel de 2750 DA subi par cette frange de pensionnés, très loin d'être à l'abri du besoin, en fin de vie et sans défense.

Compte tenu de ce qui précède, cette énième injustice confirme qu'en Algérie il y a encore et toujours le 1<sup>er</sup> collège

applicable à une catégorie de «si-toyens» (la minorité des courtiers et courtisans privilégiés pour ne pas dire les «harkis» du système) et un 2<sup>e</sup> collège incluant le reste de la population, les «sous-toyens» ou les «indigènes» très éloignés de la célèbre citation «que la justice soit forte pour que la force soit juste».

Ces derniers, impuissants face à cette situation inqualifiable, s'en remettent s'il le faut à la justice divine dont la sentence est immanente et impartiale à l'encontre de dirigeants incompetents, corrom-

pus, indignes des fonctions qu'ils exercent et ne pensant qu'à se servir au lieu de servir équitablement la société.

S'il n'y a pas suffisamment d'argent pour garantir le paiement des retraités, comment expliquer et surtout justifier le doublement récent des salaires des cadres nommés par décret (près de 200 000 DA par mois avec effet rétroactif du 1<sup>er</sup> janvier 2010) et le dernier cadeau de 3 000 000 de DA fait aux parlementaires qui, durant toute leur mandature, n'ont jamais cessé (à peu d'exceptions près) d'être de véri-

tables prédateurs du pays ? Enfin, si les injustices signalées ci-dessus n'étaient pas rapidement réparées, les retraités, notamment les smicards et les membres de leurs familles (près de 2 000 000 électeurs potentiels devenus des laissés-pour-compte, car trop longtemps marginalisés et méprisés, rappelleraient, le moment venu, aux gouvernants algériens leur difficile quotidien en s'abstenant massivement de participer aux prochaines élections locales, législatives et présidentielles.

Y. Khadra et Taoura (SA)

## POINT DE VUE

Pendant que les petits retraités de la Fonction publique quémandent un peu de dignité et de respect et que les retraités sans conditions d'âge et proportionnelle sont poussés vers la mendicité et la précarité, voilà que les hauts fonctionnaires retraités et actifs (les décrets) viennent d'obtenir une augmentation mensuelle de 60 000 à 100 000 DA chacun. Cette augmentation s'ajoute à celle de 2008 qui était de 80 000 DA à 130 000 DA. En gros, les hauts fonc-

tionnaires actifs et retraités ont bénéficié durant ces 3 années d'une augmentation qui dépasse les 150 000 DA.

Au nom de quoi, et pourquoi ceux qui possèdent le pouvoir savent comment se servir et servir les proches et justifier l'injustifiable ? Mais aux retraités qui luttent depuis des années pour une justice digne et un partage équitable des richesses nationales, on répond que vous allez ruiner la CNR, que les paramètres sont au rouge, que la loi ne per-

met pas de modifier les lois injustes et lorsque on leur jette quelques misérables augmentations, on le fait avec une très forte médiatisation pour cacher le côté misérable de cette augmentation. Parfois on gonfle le pourcentage par des phrases comme «les pensions de retraites ont été augmentées de 200% durant ces dernières 5 années». Mais quand on fait le calcul de ces augmentations, on trouve que la montagne a accouché d'une souris, tellement ces

augmentations sont misérables et insignifiantes. Elles ne compensent même pas l'augmentation du prix d'un seul légume. Pourquoi n'ont-ils pas médiatisé les augmentations qu'ils viennent de recevoir et de quel argent se sont-ils servi ? Ils savent qu'ils sont injustes et que cette augmentation ressemble à un hold-up. On veut créer des castes avec de l'argent qui appartient à tous les Algériens.

P/Le Groupe A. Amoudi

## Justice sociale à l'algérienne

## Courrier des lecteurs

### REQUÊTE À M. LE MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

#### Régularisation des pensions de retraite d'une partie des cadres, officiers supérieurs

Monsieur le ministre,

Devant l'indifférence de vos services concernés tant sur le plan de la communication à informer leurs administrés sur leurs droits, que sur celui de leur souci de l'équité à lever cette injustice discriminatoire imposée abusivement à une partie du personnel cadres de l'institution, nous, cadres officiers supérieurs à la retraite, avons l'honneur de venir dans un ultime recours solliciter votre intervention pour nous rétablir dans nos droits, rien que nos droits, au même titre que l'autre partie sélective de nos collègues déjà régularisés en matière d'indemnités liées aux fonctions précédemment assumées. Des promesses à nos multiples interventions ont été données à plusieurs reprises et depuis longtemps pour appliquer ces mesures pourtant reconnues légales et réglementaires en ce qui concerne les fonctions supérieures pour l'ensemble du personnel concerné. De plus, l'Etat a accordé une augmentation de 50% à compter de janvier 2008 à l'ensemble des institutions relevant du régime de la Fonction publique, mesure respectée et exécutée par ces derniers à l'exception de notre institution. M. le ministre, notre confiance est totale que vous ne ménageriez aucun effort pour réparer cette négligence

dans les meilleurs délais possibles et nous nous excusons du choix du canal utilisé pour vous informer de notre situation, faute d'une association représentative et soucieuse de la défense de nos intérêts et préoccupations les plus légitimes. Nous avons été appelés dans les moments les plus difficiles à se sacrifier pour assumer avec bravoure, sans calcul et avec dévouement, occuper des postes de responsabilité au péril de notre vie et de nos familles sans rien réclamer, et aujourd'hui, ignorés au profit d'une certaine catégorie comme si l'aisance actuelle dont ils jouissent maintenant n'était pas due à nos sacrifices. Ainsi, il nous semble juste, raisonnable qu'on soit uniquement et seulement rétablis dans nos droits les plus élémentaires : être considérés et alignés aujourd'hui au même titre que l'autre partie de nos collègues déjà régularisés récemment en matière de DROITS, comme on l'a été hier en matière de DEVOIRS. Nous vous remercions d'avance pour votre intervention que nous espérons être à la hauteur de la grandeur de l'institution que vous avez la responsabilité et l'honneur de représenter. Veuillez agréer, M. le ministre, nos respects les plus distingués.

N. B./ : Merci au journal *Le Soir d'Algérie* rubrique «Soir Retraite» qui fait un travail inestimable au profit des opprimés des abus des administrations.

Une lettre ouverte portée à la connaissance d'un responsable averti est meilleure que 1000 sit-in à la Grande-Poste d'Alger avec l'aimable obligation de nos collègues policiers.

### Retraite, invalidité et salaire

Futur retraité et fidèle lecteur du *Soir d'Algérie*, je voudrais d'abord vous remercier (toute l'équipe du journal) car grâce à votre aide on obtient nos droits.

Je voudrais solliciter vos colonnes dans l'espoir d'être éclairé. Au ministère de l'Education nationale (MEP), instituteur titulaire depuis le 02/2/1971 (soit 42 ans et 10 mois), mon état de santé s'est dégradé car atteint de plusieurs maladies chroniques (quatre) : diabète + hypertension artérielle + maladie nerveuse + cholestérol.

Le 24/01/2005, j'ai été en congé de maladie de longue durée (MLD) de 2005 à 2008 (soit 3 ans) pour une pension de 15 116,75 DA, alors que mon traitement était de 26 421,98 DA (décembre 2004). Si je n'étais pas en maladie (donc en activité), puis une augmentation (décret n°06.251 du 15/7/2006) de 4 970 DA, soit 30 421,98 DA que la Cnas me refuse, car, me dit-on, je suis en invalidité catégorie 1 ; 60% soit une pension de 15 116,75 DA. Après une rechute du 27/09/2009 au 26/03/2010, je perçois une pension de 19 155,01 DA qui ne me suffit même pas à subvenir à mes besoins (nourriture, soins, visites médicales....) Je reprends le travail le 18 juin 2011, et ce, afin de partir en retraite.

Voudriez-vous, s'il-vous-plaît, me dire sur quelle base calculera-t-on ma pension de retraite ?

- Sur les montants de la pension d'invalidité, sinon est-ce que la Cnas doit me verser le montant de 4 970 DA à compter de la date d'application du décret présidentiel n° 06.251 du 15/07/2006) soit avec effet rétroactif du

01/07/2006 à ce jour (18 juin 2011). Je vous informe que mon état de santé est dû à ma profession d'enseignant, considérée comme étant une maladie professionnelle. J'ai fait une demande pour bénéficier d'un poste aménagé en 2008, mais à ce jour, aucune réponse.

Un lecteur de Béjaïa

**RÉPONSE :** Votre pension de retraite peut être calculée sur les salaires (et rentes) des 5 meilleures années.

### Prime de départ à la retraite

Je suis un retraité malheureux depuis l'année 2006. Je cherche à connaître une réponse juste et précise à ma demande de la prime de départ à la retraite que je n'ai pu obtenir à ce jour. J'ai eu une réponse de la part de mon cher journal *Le Soir d'Algérie* en date du 12/07/2011, comme réponse : si ce droit est inscrit dans la convention collective, vous ouvrez droit, mais le problème est que je ne suis au courant de rien de ce qui est inscrit dans la convention collective de la société SNTR Logitrans de Rouiba. J'ai couru dans tous les sens, vu les 3 inspections de travail : Reghaïa-Alger-Aïn-Naâdja et rien à ce jour.

Ce que je demande, c'est de connaître ce qui est inscrit dans la convention et si j'y ai droit ou non. Travailler honnêtement et sérieusement pendant les 32 ans de service au sein de la société et à la fin du parcours, rien à l'horizon. Pourquoi cette injustice, ça m'a fait mal après de durs sacrifices passés dans la société. Bon courage

M. K. H. M. El-Marsa (Alger)